



Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Administration générale, Affaires
Juridiques, Contentieux

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI

Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux - Maison insalubre - Abandon de créance - Autorisation

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de préemption de terrain, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue propriétaire le 29 décembre 2011 d'un ensemble de terrains et de bâtiments situés à Montpellier.

A la suite de cette acquisition, Montpellier Méditerranée Métropole a repris en gestion la location d'une maison située avenue Albert Einstein, à Montpellier.

Le contrat d'habitation initial avait été signé en 2011 avec la SCI Le Zenith, pour une durée de 3 ans renouvelable et un loyer de 710 euros charges comprises.

Au cours de l'année 2016, les locataires ont informé la Métropole qu'ils souhaitaient un relogement en raison du caractère insalubre de la maison, à l'origine bâtie dans un ancien hangar non-équipé d'un vide sanitaire.

Malgré toutes les actions correctives techniques réalisées sur cette maison et au regard de sa vétusté, il était devenu impossible de répondre de manière satisfaisante aux problèmes techniques signalés par les locataires.

Au vu du contexte du dossier, il est proposé au Conseil que Montpellier Méditerranée Métropole réalise l'abandon de la créance pour les 8 mois de loyers correspondant à la période de novembre 2015 à juin 2016 pour la somme de 5 680 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la remise gracieuse des loyers du mois de novembre 2015 à juin 2016 pour un montant de 5 680 euros à Monsieur Kronberger et Madame Gemminger;
- dire que les dépenses sont inscrites au chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74043-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.